

## **Communiqué de presse.**

Tout comme sur l'ensemble du territoire national, ici aussi en Comminges les autorités répriment les mouvements populaires. Intimidations, interpellations, gardes à vue, condamnations. Depuis le début du mouvement des gilets jaunes, ce sont huit personnes qui ont subi la répression judiciaire au tribunal de Saint-Gaudens.

Les autorités répriment de plus en plus férocelement les mouvements de contestation, elles oppriment de plus en plus les forces qui s'opposent à leur politique. Gilets jaunes, marche pour le climat, luttes syndicales se voient confrontées à la violence étatique, sont victimes d'exactions policières, de mutilations qui ne sont pas des bavures. Nous sommes face à une gestion politique délibérément violente. Nous sommes entrés dans un autoritarisme qui se généralise à toute la société.

Nos libertés publiques sont en danger, sous le coup d'un arsenal de lois toujours plus liberticides. Le droit de manifester est remis en cause. Les mouvements populaires sont criminalisés. L'institution judiciaire est de plus en plus assignée à des fins de maintien de l'ordre. Le gouvernement cherche à asphyxier la contestation politique : quand la matraque ne suffit pas à disperser les foules, le marteau du juge prend le relais.

Il existe aujourd'hui en France des centaines de prisonnières et prisonniers politiques, de condamnés, de « délinquantes et délinquants » dont le seul crime est de lutter pour le droit à vivre dans la dignité. Condamnés, parce qu'ils et elles luttent contre un système inégalitaire qui détruit les existences et ravage le vivant au nom du profit et du pouvoir. Condamnés, parce qu'ils et elles tentent de bâtir une réelle démocratie. Condamnés, pour avoir accusé les dirigeants et les dirigeantes, les nantis de crime contre l'Humanité et plus généralement contre le vivant.

Nos luttes et nos actions se construisent collectivement. La résistance face à la répression se construit également collectivement. La solidarité est notre arme. Nous sommes solidaires de toutes les victimes de la répression.

Nous ne sommes pas des criminelles et criminels, nous ne sommes pas des délinquants et des délinquantes comme la justice nous considère. Nous sommes soucieux de l'avenir de l'Humanité, nous sommes conscients des urgences écologiques, nous voulons un monde de justice, d'égalité, de fraternité. Un monde viable. Nous dénonçons ce système suicidaire. Nous sommes réalistes. Ce sont les raisons pour lesquelles nous luttons et continuerons à lutter.